



**FEDERATION NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT, DE LA CULTURE  
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE de L'EURE**

**FORCE OUVRIERE**

17 ter, rue de la Côte Blanche 27 000 Evreux  
02 32 33 01 11 – [fnecfpo27@gmail.com](mailto:fnecfpo27@gmail.com)

## **Déclaration de la FNEC-FP FO 27 AU CDEN du 3 septembre 2025**

Madame la Directrice académique, Monsieur le Préfet, Madame la Vice-présidente du Conseil départemental,

Ce CDEN est consacré aux ajustements de rentrée dans les écoles du département. Il est l'occasion de dresser un premier état de cette rentrée chaotique à tous points de vue.

Le jour de la rentrée, Madame la ministre de l'Éducation nationale a reconnu : « *Il manque 2500 professeurs* ». Et elle a osé ajouter « *C'est mieux que l'an dernier !* » 2500 professeurs manquants, 100 000 bacheliers recalés par Parcoursup, des milliers d'élèves en situation de handicap qui n'ont pas de place en classe ou en établissement spécialisé, qui n'ont pas d'AESH pour les accompagner : c'est le résultat désastreux des politiques menées par la ministre et ses prédécesseurs.

Les établissements de l'Eure n'échappent pas à ce constat. Ainsi, dans tous les lycées d'Evreux, tous les classes de seconde sont saturées à 35 élèves.

Dans les lycées professionnels, des dizaines de postes de professeurs ne sont pas pourvus.

Dans chaque collège, au moins un niveau est à saturation avec des classes à 29 ou 30 élèves.

La pénurie de moyens c'est seulement 80 infirmières scolaires et 25 assistantes sociales pour 97 000 élèves de l'enseignement public dans l'Eure, soit 1 212 élèves par infirmière et 3880 par assistante sociale.

Dans le 1<sup>er</sup> degré, plusieurs écoles sont en attente d'une ouverture de classe comme Goupil Othon, Tourville la Campagne, ou St Aubin sur Gaillon maternelle qui ont des effectifs supérieurs à la moyenne départementale d'élèves par classe.

A Romilly la Puthenaye, les élus, les parents d'élèves et le SNUDI FO 27 ont manifesté lundi matin pour dénoncer la fermeture de la classe pour cette rentrée, entraînant l'organisation d'un quadruple niveau de CE1/CE2/CM1/CM2 ! Une des conséquences de cette fermeture, alors que les effectifs en juin aurait permis une ouverture, est de favoriser l'école privée de Beaumont le Roger après le départ de 3 élèves pendant les vacances !

La FNEC FP FO 27 refuse cette politique budgétaire qui vise à contraindre les communes à fermer les écoles rurales et à favoriser la création de groupes scolaires regroupant plusieurs communes, détruisant ainsi le service public de proximité.

Enfin, la FNEC FP FO 27 demande le retour de la distinction des postes de ZIL, de BD et de BD stage.

Concernant l'inclusion scolaire, la FNEC-FP FO de l'Eure demande qu'un plan d'urgence soit décidé pour garantir le maintien et la création des places nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux afin d'accueillir les 400 élèves eurois en attente d'une place. Ce plan a un coût que la FNEC-FP FO de l'Eure a chiffré : 18 millions. C'est l'investissement d'urgence à réaliser pour enfin protéger les enfants les plus fragiles parmi les élèves fragiles. C'est peu au

regard des exonérations dont bénéficient les entreprises de l'Eure qui ensuite licencient et délocalisent...

Les personnels n'acceptent pas cette situation profondément injuste et inégalitaire : le manque de tout, les salaires gelés, les classes surchargées, la multiplication de tâches et d'injonctions diverses...

En collège, le « choc des savoirs » et ses « groupes de besoins » est abandonné presque partout, mais les personnels ne sont pas dupes. Comme les réformes précédentes, celle-ci ne vise qu'à supprimer dans un premier temps les moyens attribués aux groupes de sciences avant de supprimer ceux destinés aux élèves de 6<sup>e</sup> et de 5<sup>e</sup>.

Pendant l'été le gouvernement a intensifié ses attaques contre les travailleurs afin de permettre l'augmentation du budget militaire de 43 milliards d'euros : attaques contre les jours fériés, les congés payés, les arrêts maladie, le remboursement de soins, l'assurance chômage, le pouvoir d'achat des fonctionnaires (gel du point d'indice) et des retraités (gel des pensions, augmentation de la CSG...), suppressions de postes de fonctionnaires... Le budget Macron-Bayrou s'en prend brutalement à nos droits et à nos services publics pour financer des guerres dont personne ne veut. Pendant ce temps, un peuple entier se fait éradiquer à Gaza avec la complicité des gouvernements européens et des Etats-Unis.

Les salariés, les chômeurs et les retraités n'acceptent pas la cure d'austérité imposée aux services publics pour abonder les budgets de l'armement et continuer à exonérer de l'impôt les entreprises qui délocalisent et bafouent les normes sociales et environnementales. Les 2,5 millions de signatures recueillies par la pétition contre la loi Duplomb devraient suffire à alerter le gouvernement sur la puissance de ce rejet.

D'après le premier ministre, il faudrait ponctionner les services publics, la Sécurité sociale et le droit du travail pour rembourser la dette que les plus riches continuent à creuser en échappant à l'impôt.

Alors que l'École et les services publics manquent de tout, cette situation révolte les personnels, les salariés, les jeunes comme les retraités.

Pour ce gouvernement qui poursuit seul sa logique guerrière, il est hors de question de priver le patronat de ses exonérations de cotisations (80 milliards/an), ni de les contraindre à cesser de frauder (entre 7 et 9 milliards/an du fait du travail dissimulé), ni de s'attaquer à la fraude fiscale (entre 80 à 100 milliards/an), ni de suspendre les subventions attribuées aux entreprises sans contrepartie (211 milliards).

Cerise sur le gâteau, le 26 août, le premier ministre confirme qu'il n'y a aucune négociation possible. Cette politique du gouvernement et des précédents est totalement incompatible avec les revendications.

Les appels à bloquer le pays à partir du 10 septembre se multiplient tout comme les préavis de grève, les appels de syndicats à rejoindre le mouvement.

La FNEC FP FO et la Confédération FO ont déposé un préavis de grève à compter du 1er septembre. et les confédérations appellent à une journée de grève le 18 septembre.

La FNEC FP-FO27 appelle les personnels à se réunir, à participer aux AG de préparation du 10 septembre, avec les parents d'élèves, les lycéens, les étudiants, pour décider de l'action efficace, par la grève, pour bloquer le pays et pour gagner sur nos revendications :

- le retrait du budget Macron-Bayrou,
- l'abrogation de la réforme des retraites,
- l'augmentation du point d'indice,
- la création de tous les postes nécessaires,
- l'arrêt des contre-réformes.

### **Vœux proposés par les délégués de la FNEC FP FO de l'Eure**

Vœu n° 1 :

Les représentants des personnels au CDEN de l'Eure, réuni le 3 septembre 2025, demandent un plan d'urgence de 18 millions d'Euros pour garantir le maintien et la création des places nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux afin de répondre aux 400 élèves eurois en attente d'une place.

**Pour : 15 (dont FO/FSU/UNSA)**

**Abstentions : 7**

Vœu n° 2 :

Les représentants des personnels au CDEN de l'Eure, réuni le 3 septembre 2025 demandent la création et le recrutement des postes d'enseignants, d'AED, d'AESH, d'infirmières, d'assistantes sociales, de Psy-EN et de médecins scolaires en proportion des besoins.

**Pour : 15 (dont FO/FSU/UNSA)**

**Abstentions : 7**

Vœu n° 3 :

Les représentants des personnels au CDEN de l'Eure, réuni le 3 septembre 2025 demandent le rétablissement de la distinction des ZIL, des BD et des BD stage dans le 1er degré.

**Pour : 11 (dont FO/UNSA)**

**Abstentions : 11 (dont FSU)**